



Delphine Prudhomme, enseignante et membre du LKP, fait les frais de sa tendance à la **rebellion**. Menacée de sanctions disciplinaires par son rectorat, elle témoigne.

REGARDS PAGE 2



Quelle politique appliquer dans les **quartiers populaires**? Entretien avec Tarek Kawyari et Mohamed Mechmache, militants associatifs.

PARLONS-EN PAGE 10



Pour sa première université d'été, du 23 au 26 août, le **NPA** a réuni près de 1500 personnes.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ PAGES 6 & 7

# TOU**T** est à nous!

3 SEPTEMBRE 2009 N°20 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

# POUR UN FRONT ANTICAPITALISTE DURABLE

## FORUM DE GAUCHE QUEL CONTENU ALTERNATIF ?

**L'Université** d'été du NPA a été l'occasion d'un débat entre différentes forces politiques de la gauche antilibérale et anticapitaliste. Y ont participé, outre le NPA, Roland Mérieux, présent au nom des Alternatifs et de la Fédération, Patrice Bessac du PCF, François Delapierre du PG, Michel Lepesant des Objecteurs de croissance et Tarek Kawyari du Forum social des quartiers populaires. **LIRE PAGE 5**

## AFGHANISTAN IMPÉRIALISME ET MASCARADE ÉLECTORALE

**Les résultats** définitifs de l'élection présidentielle du 20 août ne sont toujours pas connus mais, d'ores et déjà, le déroulement de la campagne et du scrutin, comme les polémiques autour des premiers résultats partiels, en font une mascarade. Un échec pour les Etats-Unis, qui y voyaient la possibilité de donner une légitimité démocratique à l'occupation impérialiste. **LIRE PAGE 8**

## CRISE ÉCONOMIQUE UNE REPRISE ILLUSOIRE



**Depuis deux mois**, les institutions internationales, les gouvernements et les médias proclament la sortie prochaine de la crise. Ils se fondent sur les taux de croissance du PIB, redevenus légèrement positifs dans les principaux pays industrialisés après la récession de fin 2008 et début 2009. Mais ce sursaut est largement illusoire et ne remet en rien en cause le diagnostic d'une crise profonde du système capitaliste, dont aucune des causes n'a disparu. **LIRE PAGE 4**



Lors du meeting d'ouverture de l'Université d'été, dimanche 23 août, Olivier Besancenot a dressé le bilan des six premiers mois du NPA et de la situation sociale en France, concluant sur les actions futures à mener. Extraits choisis.

**N**ous fêtons les six mois du parti. C'est le moment de dresser le bilan, avec le plus de lucidité possible. Nous sommes dans une situation particulière, celle de la crise et d'un gouvernement UMP qui mène la même politique agressive, revancharde, profitant de l'été pour s'attaquer à des sujets aussi importants que le travail du dimanche ou la privatisation de la Poste.

Le système capitaliste est toujours en crise. Cette crise est globale, sociale, économique, environnementale. Même dans le scénario le plus optimiste, on nous dit que ça ira mieux, au minimum, dans deux ans, mais que les effets sociaux de la crise, eux, vont durer beaucoup plus longtemps: pauvreté, précarité, conditions de travail qui se dégradent, licenciements en cascade, retraités qui touchent le minimum vieillesse, jeunes qui poursuivent leurs études, chômage.

On nous annonce que le PIB augmente légèrement. L'un des éléments qui l'expliquent, c'est l'investissement public. On parle de deux fois 700 milliards de dollars aux Etats-Unis, un plan pour les banques, l'autre pour l'industrie. On ne peut pas investir autant d'argent dans l'économie réelle sans que ça n'ait une conséquence. Mais cela ne traite pas les problèmes, cela les diffère à demain.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3



Par **François Coustal**

## PRIMAIRES, POUDRE AUX YEUX

**A**insi, l'Université d'été du PS marquerait le début de sa rénovation... Le ralliement de la direction socialiste – à commencer par Martine Aubry – au principe des « primaires ouvertes » pour désigner le candidat à la présidentielle de 2012 serait le point de départ de la reconquête... Est-ce si sûr ? Cette affaire des primaires constitue une nouvelle étape dans l'adaptation du Parti socialiste au présidentielisme et à la logique des institutions de la V<sup>e</sup> République. C'est désormais chose entendue : l'élection présidentielle serait l'alpha et l'oméga de la vie politique et les partis condamnés à n'être que des « écuries » présidentielles. Ainsi, la rentrée du PS ne se fait évidemment pas sur la riposte politique et sociale à Sarkozy. Mais, malgré toutes les déclarations vertueuses de sa direction, elle ne se fait pas non plus sur l'élaboration du « projet » socialiste censé redynamiser la gauche. Cette tâche, périodiquement annoncée, est à nouveau sacrifiée : la discussion sur le mécanisme de désignation du candidat (ou de la candidate) prend le pas sur toute autre considération. Autre sujet central pour les socialistes : la question des alliances. En clair : l'ouverture à François Bayrou et au Modem. Vincent Peillon a ouvert le bal, rassemblant en une touchante photo de famille Daniel Cohn-Bendit, Marielle de Sarnez et Robert Hue. Bien sûr, quelques éminences socialistes ont protesté. Et Martine Aubry a renâclé. Mais, à la mairie de Lille, elle-même a fait alliance... avec le Modem ! La tentation est chaque jour plus forte. Assez logiquement : le PS ayant renoncé à combattre les institutions antidémocratiques et à proposer un projet politique s'opposant sur le fond à la gestion sarkozienne du capitalisme et de sa crise, pour revenir aux affaires, il tente de rassembler une hypothétique majorité électorale sur la base d'un contenu ne fâchant pas les centristes. Disons-le franchement : une telle perspective, par ailleurs aléatoire, est totalement étrangère à la défense des intérêts du monde du travail.

**11-12-13 SEPTEMBRE, FÊTE DE L'HUMA, NPA.** Le NPA tiendra un stand à la Fête de l'Huma. Trois débats y sont prévus, ainsi que des dédicaces de livres.

**14 SEPTEMBRE, PARIS, KANAKY.** Soirée de solidarité avec les syndicalistes de l'USTKE et pour la défense des droits, organisée par le collectif Solidarité Kanaky, à 20h30 au cinéma La Clef (21 rue de la Clef - 75005 Paris - Métro

Censier-Daubenton), la veille du rendu du verdict en appel de 26 syndicalistes de l'USTKE. Avec des représentants USTKE, Union calédonienne, UCR, SLUA, Sénat coutumier, associations de jeunes des quartiers, Rheebu Nuu, Parti travailliste et avec la participation de Bruno Dalberto (CGT), Christian Mahieux (Solidaires), Olivier Besancenot (NPA), José Bové (Europe écologie), etc. Plus d'infos sur : solidaritekanaky.org.

**17 SEPTEMBRE, BOURSE DE PARIS, NATIONAL.** Le NPA participera à la manifestation unitaire, à la Bourse de Paris, à 11h. Les salariés de l'automobile, à l'appel de la CGT, y seront fortement mobilisés.

**3 OCTOBRE, NATIONAL.** Consultation nationale sur la privatisation de la Poste, à l'initiative du comité national contre la privatisation de la Poste.

Bulletins de votes disponibles sur [www.appelpourlaposte.fr](http://www.appelpourlaposte.fr), à glisser dans les mairies, bureaux de poste, marchés, etc.



## regards



Delphine Prudhomme. (DR)

Propos recueillis par Dominique Angelini

## GUADELOUPE **UNE MILITANTE POURSUIVIE**

*Delphine Prudhomme est enseignante en Guadeloupe, membre du LKP et co-secrétaire académique du Snes-Guadeloupe. Elle est aujourd'hui menacée de sanctions disciplinaires par le rectorat pour son activité militante durant la grève générale du début de l'année.*

**L** Le proviseur de ton lycée te reproche d'avoir participé à la grève du 16 décembre 2008. Peux-tu nous expliquer plus précisément les comportements qu'il met en cause ?

Les comportements ? *Awa !* Il me reproche d'avoir été « absente » le 16 décembre 2008, point final ! C'est un prétexte retenu par le recteur, mais ce qui a vraiment mis le proviseur de travers, c'est l'assemblée générale du 14 janvier. J'avais fait la demande d'une heure syndicale au nom de plusieurs syndicats du bahut, heure pour laquelle il avait donné son accord. Deux jours avant, il se « rend compte » qu'il va avoir sur les bras une AG de tous les personnels – pas juste les profs, mais aussi les personnels ouvriers, les précaires, les administratifs – et qu'on va voter la participation à la grève générale. Il m'a dit : « *Je retire mon autorisation* ». Nous lui avons simplement fait comprendre que donner, c'est donner.

**Après la « fin » du mouvement, quelle a été l'ambiance dans le lycée ? La contestation a-t-elle continué ?**

L'ambiance a été un peu tendue, comme dans tous les bahuts de Guadeloupe. Pour tout un tas de raisons, ici, le milieu « éducatif » a été divisé sur la question de la grève générale, surtout à mesure que le mouvement se durcissait. À cause de cela, l'administration a trouvé, sur la fin, des alliés parmi une forte minorité de salariés pour franchir les piquets de grève et collaborer à la répression, alors que partout ailleurs le soutien au mouvement était unanime. Forcément, ça laisse des traces. Mais, il nous reste une pile de questions à affronter et les collègues prêts à se battre ne manquent pas.

**Peux-tu nous parler de votre journal *Rebelle !* ?**

Avec les copains de Combat ouvrier, nous sentions venir quelque chose de gros. Un camarade – journaliste de métier – et moi avons décidé, avec l'aide d'étudiants « vétérans » des manifs anti-CPE, de lancer un journal « pour faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles ». De septembre à décembre 2008, une douzaine de jeunes de 15 à 25 ans ont adhéré au projet et s'en sont emparés. Dans les lycées et à la fac, on vendait, de la main à la main, de 500 à 1 000 exemplaires chaque mois. Immédiatement, ces jeunes ont eu à faire face aux menaces et aux intimidations. Même dans la « lointaine cambrousse » de Bouillante, une lycéenne en BEP s'est entendue dire « *Tu sais, l'Éducation nationale voit d'un très mauvais œil ce journal* ». Dans mon lycée, le proviseur, son adjointe, et certains CPE ont « attrapé » les rédacteurs de *Rebelle !* et leurs « clients » les plus réguliers et les ont promené de bureaux en bureaux pour les menacer d'exclusion. Malgré tout cela, les « Rebelles », comme on les appelle ici, se sont multipliés pendant le mouvement.

**As-tu pu consulter ton dossier et qu'en est-il des « révélations » qu'il devait contenir ?**

Rien. En fait, il s'agit d'une série de témoignages que des personnels ont fait, « à la demande du proviseur », comme ils l'écrivent eux-mêmes. La plupart ne me concernent pas.

**Quelles suites vont être données à cette affaire ?**

Nous avons obtenu une première victoire. Le 25 août, nous sommes allés au rectorat à 200, avec les militants du LKP, les jeunes de *Rebelle !*, les syndicalistes enseignants et le mouvement des contrats aidés. Une cinquantaine de policiers ont empêché la presse d'accompagner la délégation venue avec moi consulter le fameux dossier. Trois jours après, le recteur annonçait à la télévision et à la radio locales qu'il abandonnait les poursuites contre moi. Mais il a fait comprendre que c'était « *la dernière fois* », qu'on tolérait mon militantisme. Comme l'a expliqué Élie Domota au meeting de rentrée du LKP : « *Yo ataké Delfin pas y blan é pas yo té vlé moun konpwann nou sé dé rasis, men osi pas y ka wouvè zyé a timoun gwadloup asi sa ki ka pasé adan péyi a yo* ». Discréditer le LKP et réprimer les militants, c'est ce que veulent tous ceux qui ont une parcelle de pouvoir ici. Qui sera le prochain ? Un jeune de *Rebelle !*, Patrice Tacita et Sarah Aristide (avocats du LKP), un syndicaliste anonyme, Élie ? La seule chose de sûre, c'est qu'ils vont essayer à nouveau.

**Comment peut-on te soutenir depuis la métropole ?**

C'est « *nou tout* » qu'il faut soutenir et pour commencer, il faut, comme on dit en créole, « *rester véyatif* ». Faire savoir chez vous ce qui se passe ici. Nous avons souffert du *black-out* médiatique sur les premières semaines de la grève générale. Tu ne peux pas imaginer l'effet

qu'ont eu à ce moment-là les appels à soutien du POI, les communiqués de Lutte ouvrière dénonçant la possibilité d'un nouveau « *Mé 67* » et, juste après, la venue d'Olivier Besancenot. C'est par les militants que l'info a franchi le barrage. Et nous avons vu comment cela a changé l'attitude des forces de répression.

1. Mais non !

2. « *Ils ont attaqué Delphine parce qu'elle est blanche et qu'ils veulent que les gens croient que nous sommes des racistes, mais aussi parce qu'elle ouvre les yeux des enfants de Guadeloupe sur ce qui se passe dans leur propre pays* »



interview en version longue sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

(DR)



## CE QUE VOUS AVEZ MANQUÉ PENDANT L'ÉTÉ

Même au cœur de l'été, Sarkozy et ses sbires nous ont gratifiés de quelques « réformes » et annonces. Résumé des épisodes qui ont pu vous échapper.



Paris, le 27 juillet. Jean-Louis Borloo, Christine Lagarde et Brice Hortefeux quittent le dernier conseil des ministres avant la pause du mois d'août. (REUTERS)



L'Assemblée nationale a approuvé, le 21 juillet, un texte relatif à la formation professionnelle. On en retiendra la création

d'un fonds unique, chargé de récupérer une partie des crédits collectés au niveau régional, afin de les utiliser pour le financement de priorités définies au niveau national. Une manière courante de travestir le désengagement financier de l'Etat. De la même manière, plutôt que d'ouvrir les écoles de la deuxième chance aux 16-18 ans, il aurait été plus pertinent de donner les moyens à l'Education nationale de remplir correctement sa mission.

Toujours à l'Assemblée, le même jour, la loi Bachelot sur l'hôpital a été adoptée. Hormis

de légères concessions aux médecins sur la gouvernance de l'hôpital, presque rien n'a évolué depuis le projet initial, malgré l'importante mobilisation du secteur.

Tout ça n'est déjà pas très enthousiasmant, mais c'est pourtant dans la préparation des contre-réformes à venir que le gouvernement a été le plus performant.

Christine Lagarde donne le ton le 17 août, en affirmant que le manque à gagner pour l'Etat, lié à la réforme de la taxe professionnelle, pourrait être compensé en partie par les recettes de la future «taxe carbone». Mais en voilà une bonne idée! Compenser une taxe patronale par une taxe payée par les ménages. C'est à la mode en ce moment, à plus grande échelle, ils appellent ça le plan de relance.

Le Conseil des ministres du

29 juillet a abordé la question de l'avenir de La Poste. Le texte gouvernemental prévoit que l'entreprise prendra la forme juridique d'une société anonyme au 1<sup>er</sup> janvier 2010. La totalité du capital social sera détenue par l'Etat ou par des personnes morales appartenant au secteur public, à l'exception de la part détenue par le personnel de l'entreprise. On commence à connaître la chanson, elle se termine toujours de la même façon : en privatisation.

Comme ils étaient en forme avant de partir en vacances, nos ministres préférés ont abordé, le même jour, la question de la «répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés», en gros, la réforme de la carte électorale. Ils projettent de supprimer et recréer 33 circonscriptions,

dont 22 dans quinze départements métropolitains et trois collectivités d'outre-mer, et onze pour les Français de l'étranger. De nombreuses autres circonscriptions verront simplement leurs frontières modifiées. Les projets de lois correspondants ont été confirmés le 25 août, à peine les ministres rentrés de vacances. Bien entendu, on se doute que tout cela a été préparé le plus objectivement possible et que personne n'a cherché à créer un rapport démographique favorable pour l'UMP dans ce redécoupage...

Si vous ne saviez pas quoi faire à la rentrée, voilà autant de bonnes raisons de lutter et de se mobiliser.

**Aurélien Smirnoff**

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

A la crise s'ajoutent les propres choix politiques du gouvernement. En faisant des cadeaux fiscaux aux plus riches, l'Etat se prive délibérément de recettes publiques. Il y a une minorité de capitalistes qu'on taxe toujours moins, qu'on subventionne toujours plus et à qui l'Etat emprunte pour rembourser la dette. Ils se retrouvent, du coup, en position de force.

En six mois, le rapport de force s'est dégradé, malgré les luttes sociales et l'échec du capitalisme. La droite en est sortie gagnante aux élections européennes. Les manifestations étalées n'ont pas aidé à la convergence des luttes. Mais le cycle de lutte, initié en janvier, n'est pas refermé. Des combats ont payé (SBFM, Rencast) et d'autres ont affiché leur dignité (Continental). Ces résistances sont à inscrire dans le cycle long des effets sociaux de la crise économique. L'objectif de la droite est de briser durablement le mouvement social. Voilà ce qui donne une idée de ce qui devrait être l'objectif de toute la gauche : syndicats, partis, associations.

Le NPA est un processus qui doit s'élargir. Nous apprenons au fur et à mesure, parce que nous ne sommes pas des politiciens professionnels, et nous le revendiquons.

Nous avons besoin de plus de constance militante et de conscience politique. Le rapport de forces se dégradant, les gens ont encore plus besoin de nous.

Les coalitions de centre-gauche créent beaucoup de désillusions, comme en Italie. Face à cette union de centre-gauche, il faut un front anticapitaliste durable. Pour battre Sarkozy en 2012, il faut combattre sa politique maintenant, tous ensemble, la gauche sociale et la gauche politique. On revendique de militer aussi sur les questions sociales et de contester cette séparation arbitraire qui voudrait que les syndicats ne s'occupent que de la rue et que les partis ne s'occupent que des institutions.

Le NPA n'intervient pas qu'en cas de grève générale ou d'élections, mais agit au quotidien, pour rendre plus facile la transformation révolutionnaire de la société. Nous devons rassembler nos sympathisants, participer à renforcer tout espace solidaire et démocratique. Cela impose une constance dans nos propres rangs. L'un des enjeux de l'Université d'été est de rendre notre collectif politique national à l'image de notre organisation. On reproduit parfois, malgré nous, la division de la société. Nous devons rendre l'implication militante plus visible dans nos portes-parole.

Le NPA est une contribution à la renaissance d'une conscience de classe. Il regroupe celles et ceux qui pensent que cette classe pourrait exister pour elle-même, dans une société démocratique. Il faut rendre notre projet politique plus visible, montrer la cohérence et la logique qui relie chacune de nos propositions. Nos revendications ne concernent pas que les salariés, mais tout le monde : interdiction des licenciements, nouveaux emplois dans les services publics, réduction du temps de travail, augmentation de tous les revenus de 300 euros, interdiction du cumul des mandats, régularisation de tous les sans-papiers, contrôle des moyens de production par la population, etc. Notre projet de société, c'est une société égalitaire, sans rapport de domination, en harmonie avec l'environnement, sans discriminations sexistes, racistes, ou liées à l'orientation sexuelle.

L'objectif de cette rentrée est d'appeler l'ensemble du mouvement ouvrier à entrer en résistance, appeler le NPA à militer pour faire état de nos propositions pour sortir de la crise et continuer à lancer cet appel à la dignité.

**Propos retranscrits par Gilles Pagaille**

discours en version longue sur  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## et aussi

### ULTIME SUPPRESSION DE L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE.

Le rapport « Léger » sur la justice pénale reprend la proposition de Sarkozy de supprimer le juge d'instruction. Il sera remplacé par un juge de l'enquête et de la liberté qui aura, comme seule compétence, le contrôle sur les enquêtes pénales. Ce sont les procureurs liés au ministre de la Justice, donc au pouvoir politique, qui auront le pouvoir d'instruire. Si les juges d'instruction s'occupent aujourd'hui de 5% des affaires pénales, ils instruisent systématiquement en matière criminelle et peuvent, notamment, instruire sur toutes les affaires mettant en cause l'Etat, en matière de santé publique, de dossiers environnementaux, de finances publiques et de corruption. Supprimer les juges d'instruction, c'est, de fait, supprimer l'instruction liée aux affaires politico-financières ou aux scandales remettant en cause le rôle de l'Etat. Le procureur étant aux ordres du pouvoir politique, toute affaire « sensible » pourra être étouffée. C'est un des objectifs de cette contre-réforme.

### RETRAITES À MÈRES.

Au nom de « l'égalité de traitement hommes-femmes en matière de prestations sociales », le gouvernement s'apprête à réviser les avantages à la retraite accordés aux mères de famille pour chaque naissance. Ceux-ci équivalent à un départ à la retraite anticipée de deux ans par enfant dans le secteur privé et un an dans la fonction publique. Un arrêt de la Cour de cassation de février dernier estime que les « pères de familles » devraient également avoir le droit à de tels avantages. Solution jugée irrecevable financièrement par le gouvernement. Comme d'habitude, il propose donc de tout niveler par le bas. C'est oublier un peu vite que ces avantages ont pour but de compenser les inégalités salariales dont sont victimes les femmes. Une femme touche en effet en moyenne 77% de la retraite d'un homme, avantages inclus. En cause, une durée de cotisation et surtout, un salaire moyen nettement inférieurs. C'est peut-être à ce problème là qu'il faudrait commencer à s'attaquer.



## DEFICIT PUBLIC INTOX ET PROVOCATIONS

Le gouvernement prévoit de faire payer aux couches populaires le déficit de l'Etat, rendu colossal par sa politique de renflouement des banques et de soutien aux trusts.

**ALORS** qu'on parle de « reprise » dans tous les médias, le gouvernement affiche son autosatisfaction. Comme Sarkozy fin juin, le ministre chargé du plan de relance, Patrick Devedjian, a vanté, le 26 août, le bilan de ce plan, conforté par les éloges du FMI et de son directeur général, Dominique Strauss-Kahn. Ils prétendent avoir sauvé des dizaines de milliers d'emplois en passant sous silence la catastrophe sociale des plans de licenciements.

Même intox en ce qui concerne le déficit de l'Etat. Début juillet, l'Insee indiquait qu'il avait augmenté de 86,6 milliards d'euros sur les trois premiers mois de l'année, soit de près d'un milliard par jour. Cela n'a pas empêché le gouvernement de se montrer satisfait. Il ne prend d'ailleurs pas en compte dans ce déficit les 33,7 milliards que l'Etat, par le biais de la Société de financement de l'économie française (Sfef), a prêtés aux banques. Mi-août, le ministre du Budget, Eric Woerth, indiquait que le déficit de l'Etat pourrait atteindre 130, voire 150 milliards d'euros à la fin 2009. Il distingue un déficit « hors crise » qu'il estime à 40 milliards d'euros en 2009 et un déficit « directement imputable à la crise » qui atteindrait 85 milliards d'euros. Ces 85 milliards représentent l'argent versé par l'Etat aux banques et aux trusts, de l'automobile en particulier.

Les autorités européennes et la Cour des comptes s'alarment de ce triplement du déficit habituel, évoquant même un « risque pour la signature de l'Etat », c'est-à-dire la difficulté, voire l'impossibilité pour l'Etat d'emprunter sur les marchés financiers à des taux très élevés. Autrement dit, un risque, de faillite de l'Etat. Il s'agit d'inciter le gouvernement à prendre des mesures d'austérité beaucoup plus lourdes que celles qu'il envisage de prendre jusqu'aux élections régionales, en priant le ciel que la crise ne connaisse pas un nouvel approfondissement.

C'est aux couches populaires que Sarkozy et ses ministres veulent faire payer ce déficit. Par les suppressions de postes dans la Fonction publique et par la taxe carbone, même si celle-ci, envisagée au départ à 32 euros par tonne de CO<sub>2</sub> dans le rapport de Michel Rocard, tournerait maintenant autour des 15 euros.

Il n'est plus question, comme cela avait été envisagé timidement par deux députés de l'UMP, de toucher aux niches fiscales, qui représentent 70 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat. Le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a poussé le cynisme jusqu'à organiser une cérémonie de commémoration des deux ans de la loi Tépà. Son « paquet fiscal » a permis à près de 19 000 personnes parmi les plus fortunées du pays de recevoir du fisc 30 593 euros, en moyenne. Les 1 000 plus riches ont reçu en moyenne plus de 337 000 euros. Les cent plus riches, 154 millions d'euros.

Galia Trépère

**T**out d'abord, les chiffres faiblement positifs n'ont pas grande signification. Ils sont en grande partie dus à la résorption de stocks considérables accumulés par les entreprises au cours des mois précédents, en raison du fort ralentissement de leur activité.

De plus, les mécanismes mêmes qui se mettent en place en réaction à la crise ne font que préparer son aggravation future. Ainsi, l'augmentation importante de l'épargne des ménages aux Etats-Unis va plomber la demande intérieure, alors même que leur consommation, jusqu'alors fondée sur le surendettement, compte pour 70% dans la croissance. Par ailleurs, une grande partie du petit sursaut conjoncturel est le résultat direct des dépenses des Etats dans le cadre des plans de relance. Fondés sur l'emprunt public sans augmentation des impôts, ils risquent d'avoir deux conséquences à court terme: la constitution d'une nouvelle bulle spéculative autour des titres de la dette publique – pour le plus grand bénéfice des rentiers – et la mise en place par les gouvernements de mesures d'austérité destinée à faire payer à la majorité de la population les déficits publics qui se sont creusés. L'industrie automobile, épicerie de la crise dans l'industrie, ne tient le coup pour le moment que grâce à la prime à la casse, sans que sa crise structurelle ne soit résolue.

En Europe, les principales économies, en premier lieu l'Allemagne, comptent avant tout sur la course à l'exportation pour assurer la reprise, ce qui implique de nouvelles pressions à la baisse sur les salaires et une recherche de nouveaux débouchés dans

## ÉCONOMIE PAS DE SORTIE DE CRISE

L'affichage par certains pays comme la France d'une croissance économique positive permet au gouvernement de parler de reprise. Il n'en est rien. Le chômage est toujours à la hausse et le pouvoir d'achat à la baisse.



Bourse de Wall Street, New York. (JR)

les pays dits « émergents » qui ressemble à une fuite en avant. En effet, si l'économie chinoise connaît une certaine reprise, celle-ci est surtout due à son gigantesque plan de relance et il est peu probable qu'au stade actuel elle puisse jouer le rôle de débouché de substitution et de locomotive de la croissance mondiale. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les derniers chiffres annoncés pour la France par l'Insee soient venus doucher les enthousiasmes: les patrons ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissements pour l'an-

née en cours. Après avoir stagné en 2008, l'investissement manufacturier devrait enregistrer une chute record de 23%, avec à la clef une perte nette de près de 55 000 emplois, surtout dans les secteurs des biens intermédiaires et d'équipement.

La principale manifestation de la crise aux yeux de millions de personnes, à savoir le chômage et le sous-emploi, ne va évidemment pas reculer. Même en tenant compte de la reprise qu'il anticipe, le FMI prévoit une poursuite de la montée du chômage dans le monde au moins jusqu'en

2010 et 2011. De plus, il ne s'agit que de statistiques officielles qui laissent largement dans l'ombre une grande partie du sous-emploi réel. Avec l'emploi, la Sécurité sociale, les retraites et le temps de travail, le salaire fait partie des attaques que les classes dominantes poursuivent pour tenter d'assurer leur sortie de la crise.

Bref, il n'y a guère que la Bourse qui connaisse une vraie reprise...

Stéphanie Treillet

## et aussi

**VICTOIRE DES SANS-PAPIERS DE SAINT-LAZARE.** 37 maîtres-chiens travaillaient à la gare Saint-Lazare, à Paris, depuis 2004, sans papiers, sans contrat de travail, ni repos, ni congés payés. Suite à leur lutte et avec le soutien du syndicat Sud-Rail, ils ont pu, après huit mois de bagarre et plusieurs manifestations, obtenir leur régularisation.

Ces salariés, payés au noir, travaillaient pour la société Vigimark, pour le compte de la SNCF. Le directeur de la SNCF, Guillaume Pépy, a longtemps essayé de se dédouaner, rejetant la responsabilité sur son sous-traitant et en prétendant ne pas être au courant des pratiques esclavagistes de celle-ci. Il a même essayé de s'en sortir en rompant le contrat avec Vigimark, le 16 juillet, mettant en danger l'emploi de centaines de salariés. Suite à la mobilisation, les salariés de Vigimark travaillant pour la SNCF ont été repris dans une autre entreprise.

**LICENCIEMENTS EN PICARDIE.** Ce n'est pas souvent que l'on voit passer une manifestation dans les rues d'Amiens un 11 août. 200 personnes ont manifesté à l'appel des salariés de l'UTI (sous-traitant de Continental) avec les ouvriers de la MFDS (sièges d'automobiles) de Bertheaucourt-les-Dames (Somme). Dans le cortège manifestaient également les salariés de Federal Mogul de Noyon (Oise), en restructuration depuis trois mois. Des militants du NPA de l'Oise et de la Somme ont participé à la manifestation. Les salariés d'UTI se battent pour que leur patron reconnaisse qu'il est bien leur employeur afin de permettre l'indemnisation des licenciements. Ils sont installés devant l'usine Continental avec la totale solidarité des « Conti ». Les salariés de MFDS, dont l'entreprise est en liquidation, découvrent que leurs patrons se sont servis copieusement de jetons de présence. Aujourd'hui ils se battent pour préserver leur outil de

travail.

Un autre rendez-vous s'annonce le 17 septembre, devant la Bourse de Paris.

**SALARIÉS EN DANGER CHEZ OSCAR.** Les salariés du restaurant Chez Oscar, dans le quatrième arrondissement de Paris, sont en grève depuis le 1<sup>er</sup> août. Ils réclament le paiement en urgence de leurs salaires et cotisations, parfois impayés depuis le mois de mai, et s'insurgent contre le harcèlement, les menaces et les insultes racistes dont ils sont victimes de la part de leur patron qui veut les pousser à démissionner.

Le 7 septembre, ils se rendront au tribunal de commerce, afin d'obtenir la liquidation de la société, et organiseront un rassemblement de soutien devant le restaurant, 11-13, boulevard Beaumarchais, le 8 septembre.



## UNITÉ LES HÉSITATIONS DU PG

La réunion de Marseille, qui a réuni des têtes d'affiche socialistes, Verts et Modem comme la décision d'aller vers des « primaires ouvertes », accélère encore l'urgence d'un positionnement unitaire, clair et efficace des partis qui se réclament de l'anticapitalisme.



Ile-Saint-Denis, le 29 novembre 2008. Jean-Luc Mélenchon, lors du meeting de lancement du Parti de gauche. (JBM)

**L**a position du NPA n'a pas varié depuis le mois de juin, en faveur d'une unité durable de ces forces, ancrée dans les luttes et contribuant à affaiblir Sarkozy et le Medef, clairement indépendante du PS. Celle du PC apparaît hésitante et, il faut bien le dire, préoccupante quand on lit, sous la plume d'Olivier Dartigolles, que le parti est ouvert « aussi bien au NPA qu'au PS ». Jean-Luc Mélenchon paraît lui aussi hésiter désormais, en partie sur les positions actées en juin par le PG. Il s'en est pris, sans raison, à une supposée fermeture du NPA et, surtout, semble peu enclin à reprendre certains éléments qui, en juin, paraissaient acquis, mais qui, bien entendu, posaient et poseront problème au PCF. Dans un entretien à l'*Huma-*

*nité*, il se déclare en faveur d'une unité durable, laquelle, au-delà des régionales, irait jusqu'à la présidentielle et les législatives de 2012. Sur le principe de la durabilité, il rejoint ainsi une préoccupation constante émise par le NPA dès janvier dernier, et on ne peut que s'en féliciter. En revanche, les bases sur lesquelles se bâtirait ce front sont pour l'instant singulièrement abstraites : répartition des richesses, programmation sociale et écologique, refondation républicaine, une seule étant nette, la sortie du traité de Lisbonne. Peut-être que les groupes de travail décidés en commun permettront de clarifier les contenus effectifs, mais on voit mal comment on pourrait ne pas discuter de la constitution d'un service public bancaire unique, du niveau des revenus (avec un Smic à 1500 euros net), de l'interdiction des licenciements, de celle du nucléaire, de la régularisation de tous les sans-papiers... Surtout, un tel front aurait peu de vertus, s'il n'était qu'un simple regroupement électoral. Si l'unité n'est pas ancrée dans les luttes, elle sera difficile à construire. Dans ce cadre, devrait être affirmée la volonté de contribuer à bâtir, avec tout le mouvement social, une mobilisation d'ensemble, comme le LKP en a donné l'exemple. Au niveau purement électoral, des questions se posent, au regard des dernières déclarations du fondateur du PG. Rejette-t-il toujours fermement des listes à géométrie variable ? Ou envisage-t-il des choix différenciés, en particulier selon ceux du PC ? Fait-il toujours de la présence du Modem, au premier ou au second tour, un motif de rupture ? Le PG ira-t-il dans les exécutifs sous direction

socialiste (pour le coup, cette dernière question n'est pas nouvelle, mais il faudra bien la trancher) ? Mélenchon affirme que l'évolution du PS rend plus nécessaire encore le regroupement de « l'autre gauche ». C'est ce que nous disons avec nos termes, quand nous nous battons pour une unité durable, dans les luttes et dans les urnes. Mais à quoi servirait celle-ci si, en définitive, elle finissait dans les bras d'un PS, qui plus est converti au centre-gauche ? L'indépendance vis-à-vis de ce parti n'est pas une tocade du NPA : c'est la condition même de la possibilité que le peuple de gauche et les travailleurs disposent d'une alternative fiable, crédible, durable.

Assia Béagrid

## FORUM DE GAUCHE

SUITE DE LA PAGE 1

Intitulé « Comment riposter ensemble ? », le débat portait à la fois sur les conditions de la rentrée politique et sociale et les élections régionales. Après un bref survol des terrains sur lesquels il nous faudrait être présents ensemble, en premier lieu pour mettre un terme aux licenciements, mais aussi préparer le contre-sommet de Copenhague et la mobilisation féministe du 17 octobre, et un court échange sur la question stratégique, la discussion s'est vite centrée sur les régionales.

Le NPA a réaffirmé la position qu'il avait exposée lors des différentes rencontres bilatérales en juin et juillet : dans un contexte de déplacement à droite d'une série de forces institutionnelles, confirmé par les manœuvres entamées en vue de la constitution d'une alliance de centre-gauche, nous sommes favorables au rassemblement de toutes celles et, tous ceux qui refusent cette logique mortifère, sur la base d'un contenu de rupture avec le capitalisme, en toute indépendance du PS. Cette exigence d'indépendance n'est pas une coquetterie identitaire. C'est le seul moyen de reconstruire et préserver une gauche qui ne cède pas aux mirages de l'adaptation, jusqu'à sombrer avec armes et bagages dans un scénario à l'italienne. L'alliance contractée avec Prodi, qui allait du centre droit au PC a d'abord permis de défaire Berlusconi. Puis l'espoir a laissé place au dépit vis-à-vis de la politique de droite effectivement menée, faisant le lit de Berlusconi II. Aucun des partis de gauche engagés dans cette galère ne s'en est remis. Dans le contexte des élections régionales, cela signifie pour nous une exigence simple et claire : si nous ne prendrons aucune responsabilité dans une victoire de la droite aux prochaines élections, qui donnerait à Nicolas Sarkozy de nouveaux leviers pour appliquer sa politique, si nous voulons mener bataille pour qu'en dépit du mode de scrutin nos électeurs soient représentés, il est hors de question de cogérer les régions avec ceux qui ont choisi une logique d'accompagnement du système, il est exclu de cogérer les transports publics d'Ile-de-France avec Jean-Paul Huchon, de participer dans le Limousin à un exécutif qui vote des subventions à des entreprises qui aujourd'hui licencient, sans que le Conseil régional ait le moindre moyen de récupérer ces fonds publics.

Le débat fut intéressant, même si bien des questions demeurent encore en suspens. Les Alternatifs ont affirmé la nécessité de listes indépendantes du PS au premier tour et leur refus de participer aux exécutifs régionaux à moins d'y être majoritaires. Le Parti de gauche, moins à l'offensive qu'au mois de juin, a acté l'existence de deux projets inconciliables à gauche, et rappelé sa position au sujet de nécessaires listes indépendantes de ce qu'il appelle « l'autre gauche » au premier tour, mais n'a soufflé mot des exécutifs. Mais c'est sans doute au PCF que la question du choix stratégique est aujourd'hui posée avec le plus de force : il ne peut d'un côté expliquer qu'il refuse la logique de rassemblement de centre-gauche et faire comme si la question de l'indépendance vis-à-vis d'elle ne se posait pas aussi aux régionales, alors que ses élus ont le plus souvent à assumer le bilan des exécutifs sortants. C'est sans doute cette difficulté qui explique le décalage entre les positions de principe sur le nécessaire rassemblement de la gauche « de transformation sociale » et les aspects de défense partielle du bilan du mandat 2004-2010.

La discussion doit maintenant se poursuivre, notamment dans le cadre du groupe de travail commun proposé par le NPA en juin et à la chaleur de luttes dans lesquelles, nous l'espérons, nous nous retrouverons toutes et tous.

Ingrid Hayes

## et aussi

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF.** Marie-George Buffet a invité des représentants de tous les partis de gauche, sans exception, à se rencontrer pour un repas fraternel. Elle a rappelé son hostilité aux primaires et aux alliances avec le Modem et a proposé une discussion entre partis de gauche (sans exclusive) pour définir une politique alternative à la droite et au Medef, répondre aux aspirations de celles et ceux qui luttent et constituer un programme commun pour gouverner d'abord les régions, puis le pays à l'issue des présidentielles et des législatives de 2012. Pour le NPA, Frédéric Borrás a appelé à construire ensemble des propositions offensives et unitaires utiles aux luttes et proposé de rassembler à gauche du PS et des Verts, sur une base radicale de rupture avec le système. Le rapprochement PS/Modem illustre bien le glissement à droite continu du PS. Ainsi, mieux vaut choisir l'indépendance que semer des illusions sur un gauchissement miraculeux du PS ! Indépendance ou satellisation ? C'est le dilemme que les militants communistes devront trancher lors de la consultation prévue en novembre.

**TAXE CARBONE, L'IMBROGLIO.** Avant les congés d'été, l'annonce du projet de taxe carbone avait soulevé quelques réticences au sein de la majorité. C'est maintenant au tour de la gauche institutionnelle d'être percutée. Au PS, Ségolène Royal est contre et y oppose les « voitures électriques pas chères ». Manuel Valls est pour mais veut y inclure l'électricité. Laurent Fabius veut taxer « les grands pollueurs » et Martine Aubry s'oppose à la « taxe carbone... UMP ». Et l'UMP se paie le luxe de dénoncer le manque de conviction écologiste des dirigeants socialistes. De même, d'ailleurs, que les Verts qui reconnaissent quand même que le projet gouvernemental – par ailleurs encore flou – est « bâtard » ! Pour le NPA, cette taxe est socialement injuste dans son principe même, qui consiste à faire payer ceux qui n'ont pas le choix de leur consommation d'énergie. Et écologiquement inefficace, puisqu'elle ne s'attaque pas à l'organisation capitaliste de la production et de la société, pourtant cause principale du réchauffement climatique.

vidéo disponible sur  
www.npa2009.org

# UNIVERSITÉ

## Premier rendez-vous

# PREM

### Réunissant

durant quatre jours plus de 1400 personnes, la première université d'été du NPA qui s'est tenue, à Port Leucate (Aude) du 23 au 26 août, a été une réussite, tant du point de vue du nombre de participants, que de son contenu.

Des salles pleines, des chapiteaux qui débordent, un meeting d'ouverture réunissant 1500 personnes... Autant le dire, loin d'être l'université d'été « de crise » que nous prédisaient certains, ce premier rendez-vous du NPA, au bord de l'eau, a rempli ses objectifs.

Des discussions passionnées entre militants et sympathisants du parti, par exemple sur nos analyses et nos réponses globales à la crise.

Des débats centraux avec des forces syndicales, avec la présence d'Annick Coupé (Solidaires) et Gérard Aschieri (FSU); avec des organisations politiques nationales (PCF, PG, Alternatifs, Fédération), sur comment résister à la droite et au Medef dans la rue et dans les urnes; et à l'échelle internationale, un grand forum a notamment réuni des représentants de plus d'une dizaine d'organisations politiques anticapitalistes européennes.

Un dialogue constructif (et quelquefois sans concessions) avec nos nombreux invités: «Quels enseignements tirer de l'expérience du LKP en Guadeloupe?» avec Alex Lolia, «Comment résister au libéralisme dans le secteur des médias?» avec Edwy Plenel (Appel de la Colline) et Henri Mahler (Acrimed), «Que penser de la décroissance?» avec Jean-Marie Harribey (co-président d'Attac France)...

En fin d'après-midi, on passe de la parole aux actes: riposter aux violences policières, aux expulsions locatives, écrire ses tracts, prendre la parole en public, organiser ses pique-nique de «faim de mois» ou danser la salsa anti-sexiste sont au programme de celles et ceux qui ont su résister à l'appel de la plage...

En soirée, diverses animations et projections, un ciné-club, et une représentation théâtrale. Et, jusqu'au bout de la nuit, le bar et sa discothèque en plein air. Bref, une université d'été pour prendre des forces en se donnant rendez-vous l'année prochaine pour faire encore plus fort!



# D'ÉTÉ 2009



# MIER SUCCÈS

## AUTOMOBILE, QUELLES RIPOSTES ?

L'atelier consacré à la crise de l'automobile, à la construction de la riposte et aux solutions à apporter était, bien sûr, placé sous le signe des luttes qui polarisent l'actualité sociale, depuis plusieurs mois. Mais, sa particularité tenait aussi au débat qu'il a permis entre les ouvriers confrontés aux attaques patronales dans leurs usines, et les militants engagés dans les luttes écologiques. La crise actuelle vient de loin, avec une succession de restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois, depuis plusieurs décennies, qui ont abouti à une véritable casse des collectifs de travail et une montée continue de la sous-traitance. Or, plus les entreprises sont découpées, plus le « Tous ensemble! » est nécessaire.

Mais l'automobile n'est pas n'importe quel produit. Son usage intensif a des répercussions notamment sur le climat et sur l'urbanisation galopante, avec des déplacements domicile-travail de plus en plus longs: tout cela a été exposé et regardé en face pour mieux l'affronter et le critiquer. Cela pouvait apparaître difficile de mettre en cause le rôle de l'automobile et de s'opposer aux licenciements et fermetures d'usines. Le débat et les situations rapportées ont montré que seule une perspective anticapitaliste permettrait de sortir de cette difficulté, car il s'agit de s'attaquer aux licenciements qui sont aussi les pollueurs. Les travailleurs sont les premières victimes des nuisances de la production d'automobiles, en particulier dans les ateliers de peinture, où des luttes ont été menées de longue date.

Faire changer le contenu de la production ne peut s'envisager sans remise en cause du pouvoir patronal et la réquisition des entreprises qui ferment. Les convergences des luttes, à travers un syndicalisme de combat, la défense des emplois et la mise en avant d'autres modes de déplacements ont ainsi été débattues, de manière conjointe et constructive.

## QUELLE RENTRÉE SOCIALE ?

Gérard Aschieri pour la FSU et Annick Coupé pour Solidaires étaient présents afin de débattre avec les militants du NPA lors d'un forum intitulé « Quelle rentrée sociale ? ».

Depuis des années, gouvernement et patronat mènent des attaques frontales contre le monde du travail au travers de réformes libérales qui, sous couvert de la crise actuelle trouvent un nouveau souffle.

Ainsi, chacun s'accorde à dire qu'il faut défendre les emplois, les services publics, les retraites, le droit du travail... Cependant, une fois cela dit, les problèmes d'orientation, de tactiques, de construction de la riposte semblent poser de nombreuses questions.

Lors du débat, Gérard Aschieri reconnaît « que tout le monde n'avait pas les mêmes intérêts » dans le mouvement initié fin 2008, mais, que dans le même temps c'est la force de l'appel unitaire qui a été la base de la mobilisation.

Nombreux sont celles et ceux qui, au cours de la discussion, sont revenus sur cette question. Les organisations syndicales, à l'origine du mouvement de la fin 2008 sur une plateforme large (et finalement floue) de revendications ont, faute de perspectives concrètes, conduit le mouvement à l'essoufflement. Le calendrier de manifestations et de négociations avec l'Etat et le patronat, imposé par les syndicats a conduit à une impasse.

Pour le NPA, la question de la défense des salariés passe par l'intervention dans les entreprises. Il n'y a pas de concurrence de légitimité entre les uns et les autres. Et si, bien entendu, l'indépendance syndicale n'est pas discutable, c'est aux travailleurs, à la base, de décider. Cela n'empêche pas les salariés militants au NPA d'avoir une opinion sur la façon dont on peut construire le rapport de forces face au patronat.

Finalement, 2008 aura été riche d'enseignements. La colère et la volonté de se battre sont prégnantes, comme le montrent les luttes à Continental, à Gaz de France, à Celanese, à Molex... Et dans les universités !

C'est en faisant converger ces luttes sur la base de revendications unifiantes et en allant dans le sens de journées d'action continues que nous nous mettrons en position de faire réellement plier gouvernement et patronat. L'unité ne doit pas être l'ennemie de la radicalité.

## GAUCHE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE

Le Forum « Europe » aura été un des moments forts de cette première université du NPA.

Presque toutes les forces politiques de la gauche radicale y étaient représentées: les députés européens Joe O'Higgins, du SP d'Irlande, et Soren Sonogard, de l'Alliance rouge et verte du Danemark, Alda Sousa du Bloco de Esquerda du Portugal, Andrej Hunko de la Gauche anticapitaliste et de la direction de Die Linke de la Région Rhénanie Westphalie en Allemagne, Chris Harman du SWP britannique, Ewa Grozweska du Parti polonais du travail, Esther Vivas d'Izquierda Anticapitalista de l'Etat espagnol, Flavia D'Angeli de Sinistra Critica en Italie, Céline Coudron de la LCR belge, et François Sabado du NPA.

La situation sociale et politique est, aujourd'hui, difficile pour la gauche radicale en Europe: les attaques capitalistes redoublent; les dernières élections renforcent plutôt la droite; les gauches traditionnelles et les directions syndicales accompagnent la crise; le niveau des luttes, à l'exception de la situation française, reste faible, même si on note l'émergence de nouvelles générations militantes.

Mais la gauche anticapitaliste est là et bien là. Avec un développement inégal, mais avec des forces substantielles, dans des pays comme le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Danemark, l'Italie et la Grèce ou la France. Plus significatif, ce sont les convergences politiques, qui, une nouvelle fois se sont manifestées dans le débat: programme anticapitaliste face à la crise, défense des droits des sans-papiers, approche écosocialiste des questions environnementales, réaffirmation de l'indépendance vis-à-vis de la social-démocratie. Sur le terrain de l'action, les participants ont convenu, par exemple, de prendre des initiatives communes, lors du référendum irlandais du 2 octobre sur le Traité constitutionnel européen ou lors des manifestations sur la question du climat, le 12 décembre à Copenhague. Bref, au delà des situations politiques nationales ou des origines diverses des organisations, des approches communes sur les événements et les tâches qui, plus que jamais, mettent à l'ordre du jour l'émergence d'un pôle anticapitaliste à l'échelle européenne.



## BRÉSIL 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PSOL

Du 21 au 23 août, à Sao Paulo, 380 délégués ont débattu de la situation brésilienne et internationale, de la construction du parti et des interventions dans les mouvements sociaux et syndicaux.

### Les 380 délégués

représentaient 11 000 votants, contre 7 500 pour le premier congrès, soit une nette progression pour le Parti socialisme et liberté (Psol), qui a vu le jour, entre 2003 et 2005, à la suite de l'exclusion du Parti des travailleurs (PT) de députés ayant refusé de voter la loi néolibérale sur la réforme des retraites, proposée par le gouvernement Lula. A l'initiative de courants ayant rompu avec le PT, il agrège d'autres courants politiques et de nombreux militants issus du mouvement social. Le congrès devait voter sur trois plateformes, ce qui souligne une recomposition au sein du parti : l'ancienne majorité formée principalement du Mouvement de la gauche socialiste (MES) et de l'Action populaire socialiste (APS) s'étant divisée. La première plateforme, composée de camarades soutenant les thèses d'APS, d'Enlace, et du Collectif socialisme et liberté (Csol) a recueilli 48% des voix. La deuxième, regroupant les militants de la CST et du Bloc résistance socialiste, en a obtenu 10%. La troisième, réunissant le MES, le MTL, la tendance Lutte populaire et des indépendants de Rio de Janeiro, a rassemblé 40% des voix. Elle était soutenue par Heloisa Helena, candidate du Psol à l'élection présidentielle d'octobre 2006, qui avait recueilli à l'époque 6,8% des suffrages. Heloisa a été élue présidente du parti. Les points centraux adoptés sur la situation nationale ont porté sur la mobilisation contre la crise économique en défense des droits des travailleurs, contre les attaques du gouvernement et des patrons. Il a été aussi décidé de poursuivre la campagne pour la démission du président du Sénat corrompu, Sarney, et d'approfondir le débat sur la « fin du Sénat ». Sur les questions internationales, la dénonciation du coup d'Etat au Honduras et la campagne pour le retrait immédiat des troupes brésiliennes d'Haïti ont été votées. Le congrès a également approuvé des changements concernant les statuts pour une plus grande démocratie interne et une meilleure participation des militants. Des résolutions ont été adoptées pour le soutien au mouvement des noirs, des femmes, des handicapés et des jeunes. Le débat a mis en avant la volonté de construire une nouvelle centrale syndicale et populaire basée sur l'indépendance de classe.

La résolution sur l'écologie a réaffirmé le rôle décisif de la lutte pour la défense de l'environnement et la campagne contre la destruction des terres amazoniennes. En octobre 2009, une conférence nationale permettra de préparer les échéances électorales de 2010 (présidentielle, législatives, sénatoriales et gouverneurs d'Etats). Aucune plateforme n'ayant obtenu de majorité absolue, l'unité du parti sera l'enjeu du prochain mandat.

Flavia Verri



KABOUL, 24 AOÛT 2009. TRANSPORT DES URNES APRÈS LES ÉLECTIONS. (REUTERS/LATIF)



## AFGHANISTAN LA FRAUDE DES MARIONNETTES DE WASHINGTON

Le montage de l'élection présidentielle se retourne contre les puissances occidentales qui l'ont organisé. Le nouveau pouvoir, corrompu, ne peut tenir que sous la protection des forces armées américaines et de ses alliés.

Selon les derniers résultats partiels, portant sur 35% des bulletins de vote et publiés le 29 août par la commission électorale mise en place par le président sortant Hamid Karzaï, ce dernier obtiendrait 46,2% des suffrages contre 31,4% à son rival et ancien chef de la diplomatie, Abdullah Abdullah. Si ces résultats se confirment, un deuxième tour devra être organisé en octobre. Cela suffit pour que Karzaï accuse l'émissaire américain, Richard Holbrooke, d'avoir agi en coulisses à son détriment pour qu'un second tour ait lieu. Avenu cynique que ce sont bien les Américains qui tirent les ficelles, qu'il n'est que leur marionnette ! Abdullah Abdullah

dénonce « une fraude massive », le « bourrage des urnes ». Selon les données officielles, il n'y aurait que douze millions d'Afghans en âge de voter, et pourtant, à l'issue de la campagne d'inscription électorale, on recensait dix-sept millions d'électeurs ! Aujourd'hui, la commission électorale n'est pas en mesure d'en donner le nombre précis. Mais, dans l'ensemble, la participation aurait été, en fait, très faible en particulier à l'est et au sud, entre 10 et 20%. Les pressions et menaces des talibans d'empêcher les élections n'ont pu s'exercer que parce qu'elles s'appuyaient sur l'écœurement de la population devant l'impuissance du pouvoir, la corruption, le trafic de drogue, la violence d'une guerre de plus en plus meurtrière.

Quels que soient, au final, les résultats officiels, même si, comme c'est le plus probable, Karzaï l'emporte, une crise politique est en cours. « Le même régime qui a organisé cette fraude massive sera imposé à l'Afghanistan pour cinq années supplémentaires », dénonce Abdullah Abdullah pour justifier ses propres ambitions. « En plus de tous les problèmes qu'ont ce gouvernement et cette administration, il y aura leur illégitimité ». La mascarade démocratique organisée par les troupes d'occupation, cette « imposture » dénoncée par les talibans, aboutit à l'opposé du but recherché. Loin de légitimer l'occupation et le pouvoir afghan fantôme, elle contribue à les discréditer encore plus. C'est, de toute

évidence, un échec de la politique d'Obama, contraint, à plus ou moins court terme, de franchir une étape de plus dans l'intensification de la guerre. C'est d'ailleurs l'essentiel du discours tenu, le 29 août, par le Premier ministre britannique, Gordon Brown, aux troupes de son pays auxquelles il a promis des renforts en hommes et en matériel. Une fuite en avant, qui a coûté la vie à déjà plus de 200 soldats britanniques, plus qu'en Irak. La guerre est ainsi de plus en plus impopulaire, en Angleterre comme aux Etats-Unis. Il n'y a d'issue, pour les peuples d'Afghanistan et pour la démocratie, que dans le retrait de toutes les troupes d'occupation.

Yvan Lemaitre

### et aussi



**MAPUCHES EN LUTTE AU CHILI.** Les indiens Mapuches du sud du Chili poursuivent leurs luttes pour la récupération de leurs territoires, spoliés par de grands propriétaires ou des multinationales forestières qui saccagent l'environnement. Le gouvernement social-libéral de Michèle Bachelet fait la sourde oreille à ces revendications et mène une violente répression, tant policière que juridique. Le 12 août, un jeune Mapuche a été tué d'une balle dans le dos par la police lors d'une action d'occupation de terre, ce qui fait tristement suite à un assassinat similaire en janvier. De nombreux militants Mapuches sont actuellement emprisonnés, grâce aux lois antiterroristes, héritées de Pinochet. Les Mapuches ont droit à l'autodétermination et à la fin immédiate des exactions du gouvernement chilien.

**DÉFAITE CINGLANTE DE LA DROITE AU JAPON.** Le Parti démocrate du Japon (PDJ) a largement remporté les élections législatives, mettant en déroute le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir

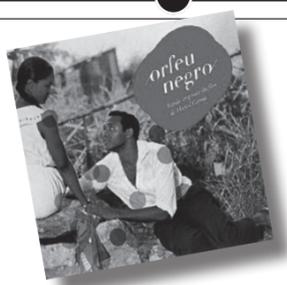
depuis 54 ans. Le PLD avait pourtant tout le soutien du Keidaren, le Medef japonais. La politique de ce parti, essentiellement axée sur le soutien aux entreprises exportatrices a systématiquement attaqué la classe ouvrière : multiplication de la précarité par des emplois intérimaires, attaque contre les retraites, augmentation de la pauvreté. Le nouveau parti au pouvoir n'est certes pas un parti de gauche, mais ses promesses électorales ont su convaincre : augmentation du salaire minimum et des aides sociales, des allocations familiales, interdiction de l'intérim dans l'industrie, garanties pour les retraites et aides aux agriculteurs. Les contradictions entre les aspirations populaires et la politique que mènera ce parti peuvent initier un renouveau politique au Japon.

**GRECE : SOUS LES CENDRES, LA COLÈRE.** Deux ans après les terribles incendies de l'été 2007, qui ont fait près de 80 morts, les feux qui ont ravagé le nord-est de la région d'Athènes et détruit 20 000 hectares

de forêt sont une catastrophe écologique pour les cinq millions d'habitants, et confirment l'incompétence à gouverner de la droite : 3 000 postes de pompiers non pourvus, des personnels saisonniers d'assistance recrutés trop tard, une sous-évaluation des risques à la suite des pluies de printemps... Mais ils prouvent surtout la criminalité d'une politique développée depuis 30 ans à tous les échelons de l'Etat, par l'encouragement à la spéculation immobilière des promoteurs, l'absence de contrôle d'occupation des terrains, la construction en zones protégées (16 000 bâtiments pour la surface qui vient de brûler), l'absence de coordinations entre services (pompiers, gestion des forêts) ou les 300 millions d'euros dépensés en dix ans pour des avions anti-feux, à comparer aux 97 milliards consacrés aux dépenses militaires ! Au-delà de la colère (« gardez au moins un dernier arbre, pour qu'on vous y pendre ! »), une mobilisation durable pour le contrôle populaire de l'aménagement du territoire devient indispensable.



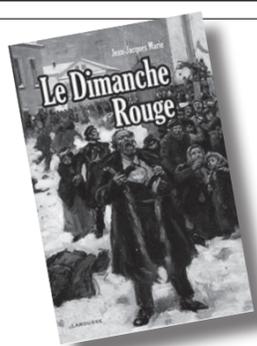
**BD**  
**UN ZOO EN HIVER/**  
**Jiro Taniguchi/CASTERMAN/**  
15 EUROS.  
Dans ce très bel album en noir et blanc, Taniguchi, un des plus célèbres auteurs de mangas japonais, raconte la vie de Hamaguchi, un jeune homme qui décide dans les années 1960 de quitter sa famille pour vivre dans un atelier de mangas. Il quitte alors Kyoto pour Tokyo, trouve un maître qui l'accepte dans son atelier, et se soumet à une hiérarchie sans appel et à un travail précis et fastidieux, pour assouvir sa passion. Un assistant mangaka doit faire preuve d'abnégation et doit prendre sur ses loisirs pour élaborer une œuvre plus personnelle. A travers cette histoire, Taniguchi aborde des thèmes qui parlent à tous. *Un Zoo en hiver* est en effet aussi le récit d'un jeune qui tente de s'émanciper dans sa famille et dans son travail. Il aborde aussi les premiers émois adolescents, dans un Japon encore très traditionnel, et la difficile condition des femmes.  
**Sylvain Pattieu**



**MUSIQUES**  
**ORFEU NEGRO: BANDE**  
**ORIGINALE/UNIVERSAL JAZZ**  
Il est rare qu'une bande originale de film joue un aussi grand rôle dans la diffusion d'un style musical. En l'occurrence, *Orfeu Negro* de Marcel Camus, d'après l'œuvre du poète brésilien Vinicius de Moraes et sa géniale transposition du mythe d'Orphée au cœur du carnaval de Rio, a largement contribué à révéler la bossa nova au reste du monde, notamment grâce aux chansons d'Antonio Carlos Jobim et du parolier Antonio Maria. Pourtant, bien que déjà devenu un classique de toutes les discothèques idéales, cette réédition répare une injustice largement expliquée dans le très beau et riche livret : la minoration du versant samba «noire» qui sert de tableau sonore à l'intrigue. Ce nouveau *trasklisting* enrichi casse donc un peu l'image, d'ailleurs souvent reproché au Brésil, d'un film européen trop «propret», pour illustrer la complexité et les nombreux ponts qui existait entre les divers courants de la musique brésilienne.  
**King Martov**



**CINÉMA**  
**INGLOURIOUS BASTERDS/**  
**Quentin Tarantino**  
Des plus grands classiques aux pires séries Z, Tarantino n'a de cesse de rendre hommage au cinéma. Ici, son intention n'est pas de réaliser un énième film sur la Deuxième Guerre mondiale, mais de rendre hommage au septième art, quitte à réécrire l'Histoire. C'est d'ailleurs un cinéma qui sera le théâtre du dénouement du film. Un film où il est question de massacrer des nazis, sans états d'âme, devant des spectateurs décomplexés qui en redemandent. Tarantino rend aussi hommage aux acteurs, qui rivalisent de talent, mis en valeur par des dialogues qui surpassent toutes les scènes d'action. On est scotché par Christoph Waltz en nazi sadique, ému par Mélanie Laurent en orpheline vengeresse, et on oublie Brad Pitt pour ne voir que le lieutenant Aldo Raine, chef d'une armada de soldats américains spécialisés dans le scalp de nazis. Il faut toujours des psychopathes dans un film de Tarantino.  
**Gilles Pagaille**



**ROMAN**  
**LE DIMANCHE ROUGE/Jean**  
**Jacques Marie/LAROUSSE/270**  
PAGES/18 EUROS  
L'auteur nous fait découvrir une figure célèbre de la Révolution russe de 1905: le pope Gapone. Ecrit comme un roman historique, c'est un voyage passionnant qui met en évidence la complexité du personnage, et montre que lorsque les masses commencent à se soulever, les idées de millions de gens changent. Gapone croyait pouvoir contenir la contestation du tsarisme dans un mouvement religieux et modéré, mais des forces bien plus profondes s'étaient mises en branle. Ces mêmes ouvriers de l'usine Poutilov qui suivaient un prêtre orthodoxe allaient quelques mois plus tard créer les premiers conseils ouvriers (les soviets) et commencer à contester réellement le pouvoir. Gapone fut incapable de répondre aux défis soulevés par le mouvement qu'il avait initié. Sa vie est une véritable aventure politique à découvrir tout comme la première révolution russe.  
**Antoine Boulangé**



<http://resistancepedagogique.org/site/>  
En cette rentrée agitée, nous ne pouvions pas passer à côté de la présentation de ce site sur lequel on retrouve la Charte de résistance pédagogique adoptée lors de l'Université d'été du Réseau des enseignants du primaire en résistance. Se substituant à l'envoi des lettres de désobéissance, la charte présente les engagements de ces enseignants en lutte pour construire une école du respect, de la coopération et du progrès pour tous.

<http://www.odebi.org/>  
La Ligue Odebi est une organisation qui tente d'influencer politiquement les débats autour d'Hadopi. Elle appelle tous les citoyens à sortir dans la rue le samedi 5 septembre pour sensibiliser les Français à ces problématiques. Ce mouvement civique a toujours incité l'ensemble de ses sympathisants à lutter contre les lois DADVSI et Hadopi via des procédés démocratiques, respectant les libertés individuelles.

<http://www.artisnotdead.fr/>  
*Art is not dead* est un collectif d'artistes dont le but est de sensibiliser un large public sur des thèmes de société, non débattus, grâce à des interventions artistiques. En impliquant son public, le collectif invite chacun à exprimer sa propre réflexion. Sur leur site, de nombreuses vidéos exposent leurs divers projets.

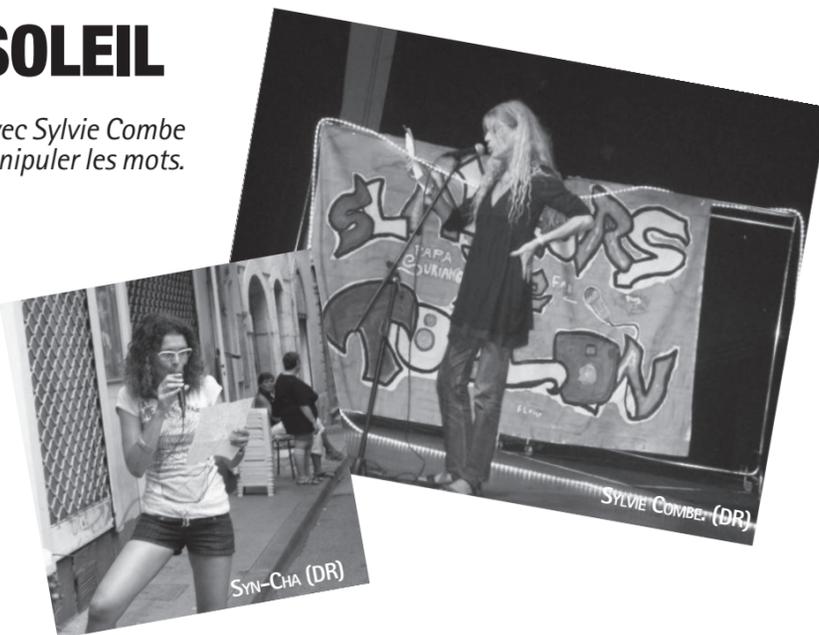
## ATELIER SLAM AU SOLEIL

Cette année, le slam a fait son entrée à l'université d'été. Avec Sylvie Combe de l'association Energie Slam, les militants ont été invités à manipuler les mots.



Jouer avec les mots est un exercice difficile. Faire rimer quelques phrases demande aussi une bonne dose d'imagination. Pourtant, lorsque Silvi Combe lance ses ateliers slam à l'Université d'été du NPA, pour tous les participants, c'est une révélation. Si durant deux fois une heure, les militantes et les militants se sont creusés la tête pour inventer des textes parfois drôles, parfois graves, pour chacun l'évidence est là : les mots sont une incroyable source de plaisir. Et pour le prolonger, lundi, une scène slam était ouverte à tous le temps d'une soirée. Après avoir offert des mots en pagaille, Sylvie Combe suscite l'envie : un texte dit, c'est un verre offert ! De quoi motiver les plumes de toutes celles et de tous ceux qui étaient présents. Tandis que les participants

de l'atelier slam montent tour à tour sur scène, au coin des tables, seuls ou en groupes, des chercheurs de rimes s'activent joyeusement. Lorsque Cynthia Siffer, surnommée Syn-Cha, prend le micro, une avalanche de mots transperce nos tympanes. Des rimes percutantes rythment les slams de cette rappeuse à l'énergie incroyable. Après avoir enflammé la scène, en animatrice de talent, elle laisse le micro à ceux qui souhaitent offrir leur texte, tantôt avec malice, tantôt avec appréhension. Finalement, par le biais de ces ateliers et de cette soirée, Sylvie Combe nous a rappelé à quel point échanger avec les autres ses émotions et son vécu est un acte incroyablement enrichissant.  
**Coralie Wawrzyniak**



## ENTRETIEN «LE SLAM EST UN EXCELLENT OUTIL DE PRISE DE PAROLE»

Sylvie Combe, cofondatrice de l'association Energie Slam, nous expose son parcours et ses interventions comme slameuse...

*Energie Slam intervient dans diverses structures pour animer des ateliers et des scènes ouvertes. Comment est née cette envie de t'investir pour cette association ?*

**Sylvie:** Je menais déjà des ateliers d'écriture dans des associations de quartiers auprès d'un public marginalisé et en grande précarité, au sein de ma propre association, l'Ecrit Plume. Il s'est vite avéré qu'écrire n'était pas un enjeu en soi, mais qu'il fallait donner cette matière à voir, à entendre, à partager. D'où divers

événements que j'ai créés : lecture à voix haute, exposition, happening, etc. J'ai rencontré Muriel Gébelin, cofondatrice avec moi d'Energie Slam, lors d'une mini-scène slam en 2005. Nous avons discuté et, deux ans plus tard, elle m'a proposé d'assister à une scène slam sur Marseille. Nous y avons rencontré les slameurs marseillais de Slam Marseille, et de cette rencontre est né le projet de créer des scènes slam sur Toulon... et la nécessité de se monter en association.

*Le slam a investi les établissements scolaires, institutionnels et culturels français comme les bibliothèques ou les écoles. Ton association intervient aussi dans ces lieux. Quel bilan tires-tu de ces interventions en milieu scolaire auprès des jeunes ?*

**Sylvie:** Ecrit Plume et Energie Slam interviennent effectivement dans ces différents lieux. Pour les scolaires, le bilan est largement positif puisque cela mobilise durablement des jeunes en difficulté (notamment ceux des lycées professionnels), tant sur l'expression de leurs

ressentis au quotidien que dans des matières essentielles comme le français et le maniement de la langue (et tout ce qui touche la culture générale, la vie politique, la presse).

*Tu as aussi un projet en direction des prisons, qu'est-ce que le slam peut apporter à des détenus privés de liberté et, de quelle manière vas-tu intervenir auprès d'eux ?*

**Sylvie:** Je suis effectivement en train de monter un projet pour la prison de La Farlède (à 10 km de Toulon). J'inter-

viens sur la prison depuis janvier et les participants ont concouru au Printemps des poètes via l'hôpital de Fréjus (lecture/expo de leurs textes), ainsi que pour le 8 mars (journée internationale de la femme). C'est valorisant pour eux, et cela leur permet dans un premier temps de s'«évader» par l'écriture, puis de communiquer entre eux par les lectures de leurs productions et, enfin, de démontrer à l'extérieur, que même s'ils ont commis des actes délictueux, ils n'en restent pas moins des êtres humains à part entière.

*animaux a permis aux militants de s'initier au slam, que penses-tu de cette initiative ?*

**Sylvie:** Super ! Le slam est un excellent outil de prise de parole (et de position dans l'espace). Le slam est écriture, lecture, interprétation. Il a aussi l'avantage de travailler sur les mots, leurs liens et leur unité, de jouer avec sans perdre le sens, d'aborder aussi la poésie par le cœur et non plus l'intellect.  
**Propos recueillis par C.W.**

*Lors de cette première université d'été du NPA, un atelier que tu*



## ATELIER

## LE NPA S'AFFIRME DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Faire entrer la politique dans les quartiers populaires, alors que les partis traditionnels y sont pour la plupart discrédités, est une tâche que s'est fixé le NPA dès sa fondation.

**L** La première Université d'été du NPA a été l'occasion de souligner l'importance que commence à prendre l'intervention de notre organisation dans les quartiers populaires (QP).

En interne, tout d'abord, puisqu'après en avoir fait un des trois axes centraux, avec la jeunesse et les entreprises, lors du dernier CPN, de nombreux ateliers et débats avaient été organisés et animés par les membres de la commission QP, créée un an plus tôt, autour de thèmes aussi variés que les violences policières, le logement, les jeunes, la crise dans les QP... En externe, ensuite, marquée par la présence, lors d'un débat avec Oliver Besancenot et Omar Slaouti, des militants associatifs du MIB, d'AC-le Feu, du MQJS et des Motivé(e)s. Une rencontre qui prouve que le travail effectué par les militants du NPA, que ce soit par leur présence régulière, la campagne européenne, qui a eu un écho significatif dans les QP, et surtout par leur action pendant, et après, la mobilisation pour Gaza, force le respect et fait de notre parti un interlocuteur privilégié pour ces associations. Une présence d'autant plus remarquable que, comme l'a précisé Sala Amokrhane des Motivé(e)s, l'activité politique dans les QP brille trop souvent par son absence et sa dispersion ou par les pratiques clientélistes, paternalistes et méprisantes des partis institutionnels dont l'influence est particulièrement néfaste. Ce sont d'ailleurs ces pratiques clientélistes qui ont été le plus souvent condamnées lors des débats et des discussions informelles soulignant, à la fois, la difficulté pour le NPA d'expliquer et de prouver que l'on peut faire de la politique autrement, et la difficulté pour les habitants et les travailleurs sociaux d'assumer une activité militante et professionnelle conformes à leurs convictions tout en étant directement dépendants des subventions institution-



PORT LEUCATE : ATELIERS SUR LES QUARTIERS POPULAIRES (STÉPHANIE CLAVERIE)

nelles distribuées par des élus, dont les seuls intérêts sont d'éviter tout débordement et de récupérer des voix.

Combattre ces pratiques constituera un des enjeux centraux de l'activité du NPA dans les QP. Ainsi, c'est à la suite du licenciement injuste d'une directrice de centre social des quartiers nord de Marseille, que le NPA a pris l'initiative d'inviter plusieurs associations, centres sociaux, médias alternatifs, habitants à créer un Réseau social des quartiers populaires (RSQP) dont le but est l'éducation et l'action populaire et qui réclame ouvertement la gestion par la population des subventions publiques. Créé en juin dernier, ce RSQP se développe et se renforce avec l'arrivée prochaine de nouvelles associations de quartier, de locataires ou communautaires, de Marseille, mais aussi d'Istres, Martigues, Marignane, Vitrolles, Aix... ainsi que d'autres forces politiques (PC, Alternatifs, Rouge vif, Fédération). Une expérience qui prouve qu'en ces périodes de crises, face à un gouvernement violent, méprisant et fidèle aux intérêts des pires délinquants capitalistes, l'action des militants du NPA est un levier essentiel pour refonder, par le bas, un mouvement ouvrier solide, large, uni et indépendant.

Nico Johsua

## ENTRETIEN IL FAUT ARRÊTER AVEC LE « NOUS » ET LE « VOUS » !

Après l'atelier, Omar Slaouti a poursuivi le débat avec Tarek Kawyari du MIB et Mohamed Mehmache d'AC le Feu !

**Omar :** Le débat portait sur les suites politiques à donner à l'intervention des associations dans les quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

**Mohamed :** Il faut une continuité politique dans les banlieues. Nous voulons choisir la politique qui est appliquée et non la subir. Par exemple pourquoi détruire des tours, alors que tant de logements manquent ? On parle de décrochage scolaire, mais le gouvernement ferme des classes, retire des moyens aux écoles... Pareil pour les transports : les banlieues sont enclavées, et diminuer les transports revient à ghettoïser des jeunes, qui ne peuvent plus sortir de chez eux, se déplacer pour aller travailler.

**Tarek :** Dans les quartiers, c'est comme ailleurs, il faut arrêter avec le « nous » et le « vous ». J'ai le sentiment de combattre pour l'humanité, pas pour une catégorie de la population, même s'il se trouve que dans nos quartiers, il y a beaucoup d'Arabes et de noirs. Par exemple, on a défendu un habitant menacé d'expulsion et on s'est rendu compte qu'il avait une photo de Le Pen chez lui. Mais on ne regrette

pas de l'avoir défendu. Depuis les années 1980, à la suite des discours de Le Pen, on a construit le concept d'« ennemi intérieur ». On n'est pas en-dehors de la République, on essaie d'aller vers les gens. Le NPA nous a invités, on est venu même si on ne va pas devenir des révolutionnaires, du jour au lendemain. On peut aider le NPA à faire entrer la politique dans les quartiers, mais il sera jugé comme tous les autres.

**Omar :** On n'arrive pas à mettre en place des réseaux pour répondre aux violences scolaires. Où sont les blocages pour créer un contre-pouvoir ?

**Tarek :** Des réseaux existent, mais surtout localement. A l'époque des bidonvilles, il y avait plus de solidarité. L'individualisme est arrivé dans les quartiers beaucoup plus vite qu'ailleurs. L'espoir a été tué par la gauche et le PS. Aujourd'hui, on ne pourrait pas imaginer une Marche pour l'égalité, il y a trop peu d'espoir. Mais il y a du potentiel dans ces quartiers.

**Mohamed :** Aujourd'hui, on est obligé de créer des espaces de parole, de solidarité.

**Omar :** Que représentent pour vous les Forums sociaux des quartiers populaires (FSQP) ?

**Mohamed :** C'est un outil pour rassembler des forces. Par exemple, il n'est pas normal que la police utilise des méthodes condamnées par tous, y compris la Cour européenne des droits de l'Homme. On veut amener ça sur le champ politique.

**Omar :** Vous êtes en train d'opérer un tournant. Êtes-vous prêts à investir le champ politique institutionnel, et sur quelles bases ? Pour les régionales, peut-on imaginer de se retrouver avec les partis à la gauche du PS et les associations autour d'un programme, pour avoir des élus ?

**Mohamed :** Avec AC le Feu, on l'a déjà fait en 2005. Mais, quand on va dans une mairie, c'est pour faire de la politique autrement. Nous voulons garder notre autonomie par rapport aux partis, nous ne sommes pas des porte-drapeaux, ni le noir ou l'Arabe de service. Mais on peut faire un bout de chemin avec certains qui partagent nos objectifs. Au FSQP à Montpellier (Hérault), nous aurons la discussion sur les

régionales. On veut apporter nos idées, mais pas servir de tremplin ni être instrumentalisés.

**Tarek :** Avant nous étions refractaires vis-à-vis des politiques. Aujourd'hui, on veut essayer. Si on se trompe, tant pis. On veut refonder une éducation populaire, à notre façon, avec un objectif d'émancipation. L'histoire des quartiers fait partie de l'histoire du pays. On a un projet de centre de documentation sur la mémoire des quartiers populaires. Je ne peux pas parler d'un autre projet de société, mais de projets pour ces quartiers. Dans certaines situations, l'état d'esprit change. Les gens parlent plus de politique, ils s'ouvrent vers l'extérieur. Nous voulons leur dire « vous pouvez le faire, vous pouvez vous battre et obtenir des choses ».

Par exemple, où est passé l'argent de la politique de la ville ? Les gens croient que les banlieues ont touché 2 milliards d'euros, alors que les trois quarts n'y sont jamais arrivés. En ce qui concerne les régionales, on s'est posé la question. Mais pas en termes de diversité. Je suis contre la diversité...

## boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**GRIPPONS LE CAPITAL ! V. (HÉRAULT) :** Après lecture de l'article paru sur la pandémie grippale dans *Tout est à nous !* n°19, je me suis dit : c'est quoi ce « Tean âgé » ? Certes, il y est fait la critique du battage médiatique, le lien entre nouveau virus et modes de productions animales intensifs. Il y est dit également que le virus, dans sa conformation actuelle, n'est pas méchant, bien que très contagieux. Il y est fait allusion à des conflits d'intérêt qui pourraient préexister entre (co)labos et gouvernement, il y est décrit de quelle manière le capital serait mis à mal si d'un coup 50% de la population active était atteinte, même gentiment. Alors, pourquoi l'auteur de cet article regrette-t-il que le gouvernement n'ait pas assez de doses vaccinales ? [...] Certes, la grippe atteindra toutes les tranches de la population, y compris celles qui n'auront pas accès aux soins, et ce sera une vraie catastrophe socio-sanitaire. Mais ces dernières n'auraient de toute façon pas eu accès au vaccin...

Donc, vaccinons les personnes à haut risque, comme il est fait, chaque année, avec la grippe de saison [...] mais, au contraire, tâchons de contracter tous en cœur ce sympathique virus A, qui, en échange de deux semaines de notre vie, collera une sacrée raclée à notre ennemi le plus intime, celui dont on ne prononce plus le nom. Quand, après quelques mutations possibles, voire probables, notre gripoulette A deviendra une méchante grippe Aarrgh !, il sera alors temps de repenser à un vaccin, si l'on en a un, et de s'en servir pour sauver des vies et non pas des profits.

**DEVOIR DE MÉMOIRE POUR LES LIP. R. (LOIRET) :** Dans *Tout est à nous !* n°19, j'ai apprécié que dans la rubrique « et aussi » (p.4), concernant le « Sursis en dentelle pour Aubade », soit mentionnée l'expérience réussie des LIP. Un documentaire est sorti sur ce conflit, en 2007. [...] Je n'ai pas eu connaissance que ce documentaire ait été

utilisé comme introduction à des débats publics, ou dans la formation syndicale, pour de nouveaux militants. Pourtant c'est, il me semble, un conflit où des militants et simples salariés ont le mieux mis en pratique l'autogestion. Si à gauche il n'y a pas un « devoir de mémoire », concernant des méthodes et des actions novatrices dans les luttes ouvrières, qui le fera ? [...] Voilà les remarques d'une vieille militante syndicale, âgée de 80 ans mais nouvelle entrée et première fois adhérente à un parti politique, le NPA. [...] Souhaits qu'au delà des divergences sur le choix des actions à mener en priorité, des conflits de personnes – attention à l'ego – ne viennent ralentir leurs réalisations dans les faits ou ne fassent partir, sur la pointes des pieds, jeunes ou vieux militant(e)s... Par contre payer mes cotisations, ne veut pas dire « faire un chèque en blanc », car j'estime que, depuis des siècles, avec les couleuvres qu'ont voulu faire avaler aux salariés/citoyens des dirigeants politiques et même syndicaux, le bon peuple est repu...





## Continental **CONDAMNÉS** **POUR L'EXEMPLE**

Près de 250 personnes se sont rassemblées, mardi 1<sup>er</sup> septembre, devant le tribunal de Compiègne (Oise) pour soutenir les sept salariés de Continental condamnés pour avoir exprimé leur colère, avec plus de 200 autres salariés, en avril dernier, à la sous-préfecture de Compiègne, alors qu'ils apprenaient la confirmation de la fermeture de leur usine. Le verdict, scandaleux, a prononcé six peines de prison avec sursis allant de trois à cinq mois et une relaxe. Le 4 novembre, le tribunal pourrait de nouveau se prononcer pour des peines financières pouvant aller jusqu'à 60 000 euros. Le message de ces lourdes peines est clair : taper sur la tête de celles et ceux qui se sont battus ces derniers mois pour

donner un « exemple » à tous ceux qui voudraient s'inspirer de la lutte des Conti. Xavier Mathieu de Continental a rappelé qu'il s'agissait d'une attaque contre « contre la classe ouvrière dans son ensemble » et a appelé à une manifestation nationale contre les peines prononcées. Ont également pris la parole des représentants du PS, du PC, Arlette Laguiller pour LO et Olivier Besancenot pour le NPA, mais aussi le représentant de New Fabris de Châtelleraut (Vienne), présent comme d'autres salariés de Renault Cléon ou d'autres entreprises de la région. Hormis un responsable de Solidaires Sud Rail, point de représentant des confédérations syndicales.



Compiègne, mardi 1<sup>er</sup> septembre 2009. Rassemblement des « Conti » devant le tribunal de Compiègne. (Milo)

### LE CHIFFRE

# 3000

**C'est le nombre de contribuables qui dissimulent leurs revenus en Suisse, pour une somme totale de trois milliards d'euros, et qui seront amnistiés par le ministre du Budget, Eric Woerth, s'ils régularisent leur situation avant la fin de l'année. Les jeunes emprisonnés pour de petits larcins n'ont pas la chance de pouvoir s'en sortir en restituant ce qu'on les accuse d'avoir volé. Cette mise en scène veut faire apparaître le gouvernement comme un Robin des bois luttant contre les fraudeurs fiscaux. Mais les paradis fiscaux accueillent toujours 1 500 filiales des entreprises du CAC40.**

### RSA, L'ARNAQUE

Annoncé bruyamment avant l'été comme une extension et une « dynamisation » du RMI, le Revenu de solidarité active (RSA) semble connaître des débuts difficiles, malgré les démentis de Martin Hirsch, haut-commissaire aux solidarités actives et inventeur du dispositif. Seuls 815 000 dossiers ont été déposés alors que les bénéficiaires potentiels sont plus du double. En fait, nombre d'entre eux hésitent à rentrer dans un système dont ils redoutent qu'il signifie plus de contrôles et de pressions. Pire, seuls 195 000 personnes – 286 000 selon Martin Hirsch – ont effectivement touché le RSA en août, certains dossiers ayant été refusés. Rappelons que le RSA constitue, pour les salariés, une véritable incitation à accepter des emplois à moins de 880 euros par mois, complétés par les fonds publics. Pour les patrons, c'est un véritable encouragement à maintenir ces salaires de misère !

### OR ROSE ET PANDÉMIE VIRALE

Au Chili, des millions de saumons sont entassés dans des cages, à 40 kg de saumon au mètre cube, bourrés d'antibiotiques, de vaccins, de pesticides contre les poux de mer, détruisant les autres espèces, favorisant les algues rouges et rejetant des millions de mètres cubes de déchets. C'est aujourd'hui l'explosion du virus AIS (anémie infectieuse du saumon) qui décime les élevages. Ce virus, détecté en Norvège dès 1984, puis en Ecosse, au Canada, explose au Chili, où les saumons sont huit fois plus entassés qu'en Norvège et les antibiotiques 600 fois plus utilisés. La grippe aviaire avait déjà mis au ban des accusés les gigantesques usines à poulet d'Asie du Sud-Est. La grippe H1N1 surgit dans les usines à porc de l'agrobusiness au Mexique. Concentration capitaliste et perte de la biodiversité fabriquent de gigantesques incubateurs viraux.

### RELAXE POUR PASCAL

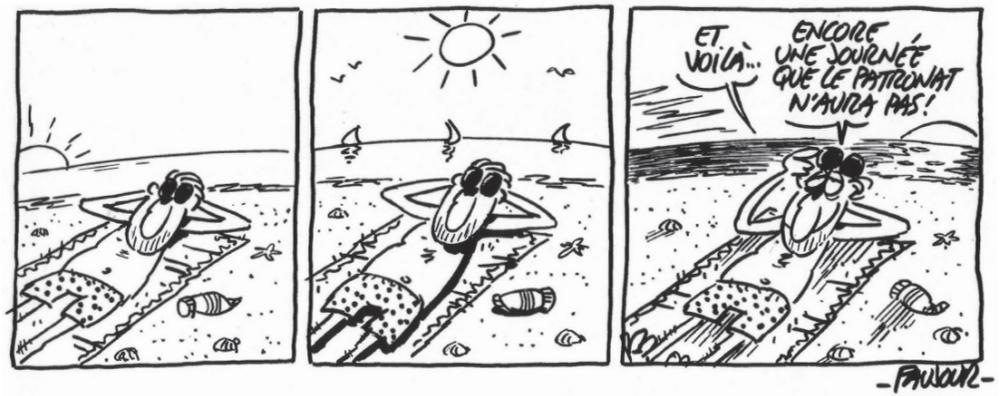
Les syndicats CGT, FO, FSU et SUD de l'Education nationale ont appelé à une journée de grève, mardi 8 septembre, jour où Pascal Besuelle, professeur d'histoire-géographie à Cherbourg (Manche), militant FSU et RESF, doit comparaître devant le tribunal correctionnel de Coutances (Manche) pour « violence contre agent ayant autorité, sans interruption de travail ». Le 12 janvier, lors des vœux de Sarkozy à Saint Lô (Manche), une forte mobilisation était venue se faire entendre bruyamment. L'attitude inacceptable des forces de l'ordre (tirs de flash-balls à bout portant, personnes jetées au sol, etc.) a été dénoncée par les forces syndicales et politiques. Cette journée s'était soldée par plusieurs blessés et de nombreuses interpellations. Membre du service d'ordre ce jour-là, Pascal Besuelle a déployé une activité incessante pour empêcher les affrontements et nie les faits qui lui sont reprochés.

### CAMOUFLET POUR LA DROITE ALLEMANDE

Les résultats des élections régionales en Allemagne, le 30 août, ont provoqué la surprise. Le parti d'Angela Merkel, la CDU, donné grand vainqueur des prochaines législatives du 27 septembre, a reculé très nettement en Sarre (de 13%) et en Thuringe (de 11,8%), où il a fait respectivement 34,5% et 31,2%. En Saxe, il stagne à 41%. Les électeurs ont condamné la politique libérale du parti de droite au pouvoir et n'ont pas épargné les socialistes du SPD qui ont appliqué la même politique au niveau national, dans une coalition gouvernementale avec la CDU. Le grand gagnant de ces élections est le Parti de gauche (Die Linke) qui devance le SPD dans l'ancienne Allemagne de l'Est (en Saxe avec 20,6% et en Thuringe avec 27,4%) et qui recueille 21,3% des voix en Sarre (ancienne Allemagne de l'Ouest). Un rejet net, non seulement de la politique libérale de la droite, mais aussi de ses alliés au gouvernement.

### SOLIDARITÉ KANAKY

Au procès en appel des syndicalistes de l'USTKE, le parquet a requis des peines plus lourdes que celles prononcées en première instance : quinze mois fermes contre le président du syndicat, Gérard Jodar, et des peines alourdies pour les 25 autres militants. Le jugement doit être rendu le 15 septembre prochain. Pour rappel, Jodar et ses camarades sont poursuivis, à la suite d'une manifestation syndicale sur l'aéroport de Nouméa, pour « entrave à la circulation d'un aéronef », un délit ressorti de l'arsenal judiciaire ces dernières années contre les citoyens qui s'opposent à la reconduite musclée de sans-papiers sur des vols commerciaux. Il ne faut pas laisser s'instaurer une jurisprudence liberticide. A l'occasion de la venue en France d'une délégation du Collectif pour la défense des droits fondamentaux et la lutte contre les discriminations, plusieurs initiatives sont prévues. Le NPA appelle à y participer.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## “ NO COMMENT ”

*Le droit de vote des étrangers aux élections locales n'est ni un sujet tabou, ni un sujet d'actualité.*

ERIC BESSON, LORS D'UN TALK  
ORANGE - LE FIGARO  
DU 31 AOÛT ”

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 9000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr